

Unité départementale du Val-de-Marne
Services Risques et Installations Classées
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 08/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AP-HP CENTRE HOSPITALIER DE BICETRE

3 avenue Victoria
75004 Paris

Références : DRIAT-IF/UD94/2026/PESSPVMO/RL/N°004
Code AIOT : 0007404452

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement AP-HP CENTRE HOSPITALIER DE BICETRE implanté 78 rue du Général Leclerc 94270 Le Kremlin-Bicêtre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu dans le cadre de la cessation d'activité de la rubrique [2921] à enregistrement, notifiée le 9 juillet 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AP-HP CENTRE HOSPITALIER DE BICETRE
- 78 rue du Général Leclerc 94270 Le Kremlin-Bicêtre
- Code AIOT : 0007404452

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'hôpital du Kremlin-Bicêtre est depuis 1980, un centre hospitalier universitaire (CHU). Les installations classées du site sont les groupes électrogènes, les équipements frigorifiques et les stockages d'oxygène.

Rubrique	Libellé	Volume
1185-2-a [DC]	Fabrication, emploi, stockage de gaz à effet de serre fluorés [...] dans des équipements clos en exploitation. Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	2143.81 kg
2910-a-2 [DC]	Installation de combustion, lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW.	Groupes électrogènes Broca 2 x 5 MW = 10 MW Groupes électrogènes Urgences 2 x 5 MW = 10 MW
4725-2 [D]	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t.	2 centrales de distribution d'oxygène de 15,03 t et 12,95 t (total 27,98 tonnes)

[D] : Déclaration ; [DC] : Déclaration avec contrôle périodique

Les installations sont réglementées par :

- l'arrêté ministériel du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 1185 ;
- l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- l'arrêté ministériel du 10/03/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 4725.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 08/12/2025, article Article R512-46-25	Demande d'action corrective	1 mois
2	Attes Mémoire	Code de l'environnement du 08/12/2025, article Art R512-46-27	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection les attestations relatives à la mise en sécurité et à la réhabilitation du site consécutivement à la cessation d'activité des tours aéroréfrigérantes soumises à enregistrement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/12/2025, article Article R512-46-25
Thème(s) : Situation administrative, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à

cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.- Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-46-24 bis.

Constats :

Par courrier en date du 9 juillet 2025, l'exploitant a notifié à l'inspection la cessation d'activité ICPE relevant de la rubrique n° 2921, soumise à enregistrement. La cessation d'activité est indiquée comme effective depuis le 15 avril 2025.

Lors de l'inspection, il a été constaté que les tours aéroréfrigérantes (TAR) ont été remplacées par des refroidisseurs adiabatiques. Ces équipements fonctionnent en circuit fermé sans pulvérisation d'eau et ne relèvent pas de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le courrier est accompagné d'un bordereau de suivi de déchets attestant de l'évacuation des éléments métalliques issus des anciennes TAR. Toutefois, l'exploitant n'a pas transmis d'attestation de mise en sécurité du site, telle que prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité avec les dispositions de l'article R.512-46-25 du code de l'environnement et transmettre l'attestation de mise en sécurité (ATTES-SECUR) réalisée par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Attes Mémoire

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/12/2025, article Art R512-46-27

Thème(s) : Situation administrative, Attes Memoire

Prescription contrôlée :

I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-46-26, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.

Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :

<p>1° Les objectifs de réhabilitation ;</p> <p>2° Un plan de gestion comportant :</p> <p>a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;</p> <p>b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;</p> <p>c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la cessation d'activité des tours aéroréfrigérantes (TAR) soumise à enregistrement, l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection le mémoire de réhabilitation (ATTES-MÉMOIRE). Par ailleurs, les activités du site se poursuivant, le mémoire de réhabilitation devra être adapté à cette situation et limité au périmètre concerné par la cessation d'activité des TAR. Ce document devra être établi conformément aux conditions prévues à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit se mettre en conformité avec les dispositions de l'article R.512-46-27 du code de l'environnement et transmettre à l'inspection, l'attestation de réhabilitation (ATTES-MÉMOIRE).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>